

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble Jacques Lemercier
5 avenue de la Palette
95010 Pontoise

Pontoise, le 9 août 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 8 août 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADÉ ELECTRONIQUE

17 rue Gay Lussac
95500 Gonesse

N/Réf : UD95-2022-687-TB
Code AIOT : 0006507061

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 8 août 2022 dans l'établissement TRIADÉ ELECTRONIQUE implanté 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 GONESSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été informée de l'incendie par téléphone via l'astreinte DRIEAT et par l'exploitant par mail dans l'après-midi du lundi 8 août 2022. L'inspection s'est ainsi rendue sur site en vue de connaître les circonstances de ce sinistre et pour procéder aux premiers constats.

A 17h00, l'incendie était circonscrit, en cours d'extinction complète grâce à une intervention combinée du SDIS et de l'exploitant (via l'utilisation d'un engin du site pour déplacer les déchets de l'alvéole concernée) pour atteindre le foyer de l'incendie.

Les conséquences de ce sinistre sont les suivantes :

- pas de blessés, a priori pas de conséquences matérielles majeures (à confirmer à terme par l'exploitant)
- pas d'impact notable sur l'environnement (eaux confinées et en cours de pompage), fumées éparses et ventilées, absence de panache massif, zone industrielle sans enjeu humain à proximité
- les pompiers estimaient leur intervention nécessaire jusque 21h00 le jour même
- 100 pompiers ont été mobilisés ainsi que des moyens matériels importants

En termes d'activité ICPE :

- le site était en fonctionnement, aucune fermeture estivale n'était prévue

- même si le process industriel lourd du site (le broyeur) a été épargné, la reprise d'activité ne pourra s'opérer sans d'importantes opérations de remise en état et de vérification des installations
- la question des conditions de travail se posera aussi au regard de la présence de fumée dans le bâtiment (sujet hors champ ICPE)

L'Inspection propose à Monsieur le préfet, en annexe du présent rapport, un arrêté de mesures d'urgence pour :

- suspendre partiellement l'activité du site (tout en permettant le travail des opérateurs qui pourront participer à certaines opérations de remise en état)
- fixer des conditions de reprises d'activité (en termes de remise en état, de vérifications notamment électriques et des équipements qui auraient pu être endommagés par l'incendie)
- la remise d'un rapport d'incident
- un bilan sur la gestion des eaux d'extinction

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADE ELECTRONIQUE
- 17, rue Gay Lussac ZA de la Grande Couture 95500 GONESSE
- Code AIOT : 0006507061
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Soumis à la directive IED

La Société TRIADE ELECTRONIQUE (groupe Véolia) est un site ICPE autorisé et soumis à la directive IED au titre du BREF « traitement de déchets ». Il exerce une activité de traitement de déchets D3E (déchets d'équipements électriques et électroniques), dont des appareils contenant des batteries/piles lithium, sur un site d'une superficie d'environ 15 000 m² dont 7 000 m² de bâtiment à Gonesse.

Les conditions d'exploitations de l'établissement sont définies par l'arrêté d'autorisation du 11 avril 2000 complété en dernier lieu le 22 octobre 2021. Le site est notamment équipé d'un important broyeur de déchets qui permet d'obtenir un tri en sortie selon les types de fractions de déchets.

Les départs de feu sont "réguliers" sur ce type de site compte tenu de la présence de ces déchets "à risque" et sont, la plupart du temps, gérés par l'exploitant lui-même. Ce contexte a justifié en 2020 la mise du site par l'Inspection sous "vigilance renforcée", levée depuis compte tenu des mesures de prévention prises par l'exploitant (et formalisées dans l'APC du 9 juillet 2020).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déclaration et rapport d'incident
- Evacuation et désenfumage
- Détection incendie
- Confinement des eaux d'extinction

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration et rapport d'incident	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 2.5.1	/	Sans objet
2	Détection incendie	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1	/	Sans objet
3	Evacuation et désenfumage	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1	/	Sans objet
4	Confinement des eaux d'extinction	AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'incendie, les dispositions imposées à l'exploitant (détection / aspersion / intervention / désenfumage / moyens d'intervention / non propagation de l'incendie) ont bien fonctionné.

Cela étant, il convient que l'exploitant tire les enseignements de ce sinistre. En outre, la reprise de l'activité mérite d'être encadrée, notamment afin que les conditions soient réunies pour permettre une activité dans des conditions de sécurité acceptables. Tels sont les raisons et les enjeux du projet d'arrêté de mesures d'urgence que l'Inspection propose à Monsieur le préfet et qui est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'Inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a informé l'Inspection le jour même de l'incendie, par mail, dans l'après-midi. Compte tenu des circonstances et des priorités qui se sont imposées à lui, il n'a pas été en mesure de la prévenir plus tôt. L'inspection a rappelé à l'exploitant qu'un rapport d'incident était attendu de sa part. Ce rapport devra revenir sur certaines informations, tel que cela est décrit dans le projet d'arrêté préfectoral de mesures d'urgence annexé au présent rapport. Au cours de l'inspection, l'exploitant a précisé les circonstances de l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- Le départ de feu est survenu le lundi 8 août 2022 vers 9h30, au sein d'une alvéole de déchets PAM en mélange reçus le jour même.- La détection automatique de fumée a fonctionné, l'aspersion automatique a été déclenchée, les opérateurs formés du site sont intervenus et les pompiers ont été appelés.- L'utilisation du RIA par les opérateurs a aussitôt déclenché l'apparition d'une importante fumée noire, provoquant l'évacuation immédiate du personnel.- Le stock de déchets était bas dans l'alvéole concernée (30 t soit 50% de la capacité de l'alvéole de stockage).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet


N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement est également doté d'une installation de détection incendie comportant un double système de surveillance. Celui-ci comprend des détecteurs de fumée et des détecteurs de flammes. Les emplacements de ces détecteurs sont judicieusement choisis. Ils sont notamment positionnés au niveau des alvéoles de stockage, du démanteleur et de ses convoyeurs. En cas de détection d'un départ de feu, l'information est aussitôt et automatiquement transmise aux équipes en place par des moyens appropriés, ainsi qu'au gardien. Lors d'un déclenchement de nuit, le gardien et les équipes d'astreinte sont alertées par des moyens appropriés.
Constats : Le système de détection automatique des fumées installé au sein du bâtiment a détecté le départ de feu et a déclenché l'aspersion automatique de l'alvéole. Les opérateurs formés sont également intervenus sur le départ de feu avec des RIA selon la procédure en vigueur.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Evacuation et désenfumage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.3.2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation et désenfumage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de façon à pouvoir détecter rapidement un départ d'incendie et s'opposer à la propagation d'un incendie. La toiture comporte, sur 2 % au moins de sa surface, des éléments permettant en cas d'incendie l'évacuation des fumées (lanterneaux fusibles et ouvrants par exemple). Les commandes manuelles des ouvrants sont placées à proximité des accès. Le site est également équipé de 3 écrans de cantonnement de désenfumage disposant d'une retombée de 2 m et stables au feu 30 minutes, sous toiture. Des issues pour les personnes sont prévues en nombre suffisant et réparties dans le bâtiment de façon à éviter les culs de sac. Les portes servant d'issues vers l'extérieur sont munies de ferme portes et s'ouvrent par une manœuvre simple dans le sens de la sortie. Toutes les portes, intérieures et extérieures sont repérables par des inscriptions visibles en toutes circonstances et leurs accès convenablement balisés. Des plans sont affichés en nombre suffisant pour informer le personnel des conditions d'évacuation.
Constats : Le dégagement inhabituel de fumée noire suite à l'utilisation du RIA par les opérateurs du site a contraint les opérateurs a cessé prématurément leur intervention. L'exploitant a alors décidé de faire évacuer l'ensemble du personnel. Le toit du bâtiment est équipé de trappes de désenfumage. Elles ont été actionnées pour permettre l'évacuation des fumées. Cela a occasionné plusieurs colonnes verticales de fumées non opaques au droit du site, sans conséquence ni gêne particulière pour les riverains ni pour les occupants de la zone industrielle. Il s'agissait d'un feu couvant très fumigène. Les pompiers ont rencontré des difficultés d'accès non pas au site mais au foyer principal de l'incendie (au cœur de l'alvéole). Raison pour laquelle les pompiers ont procédé à des ouvertures complémentaires dans le bardage du bâtiment (photo) et en toiture pour améliorer l'évacuation des fumées.
 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/07/2020, article 7.6.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La capacité de confinement sur le site présente un volume de rétention disponible et suffisant sans être inférieur à 704 m3. Si la capacité de confinement est confondue avec le bassin de collecte et de traitement des eaux pluviales mentionnés à l'article 4.3.5 du présent arrêté, sa capacité tient compte à la fois du volume des eaux de pluie et d'extinction d'un incendie majeur sur le site.
Constats : Les eaux d'extinction ont d'abord été contenues à l'intérieur du bâtiment puisque le sol de celui-ci est étanche et placé par défaut en rétention. Lorsque les eaux ont débordé (suite à l'arrosage abondant et continu) des pompiers, elles ont rejoint les dalles extérieures du site jusqu'aux collecteurs des eaux pluviales (photo). Elles ont ensuite été stockées dans le bassin enterré des eaux pluviales, mis en confinement par l'exploitant dès le début de l'incendie par la fermeture des deux vannes du site empêchant l'évacuation des eaux vers le réseau public extérieur. Compte tenu de la météo sèche du moment, en l'absence d'eaux pluviales, ce bassin des eaux pluviales était disponible pour recevoir les eaux d'extinction. Dès le jour du sinistre, l'exploitant a fait intervenir un prestataire (CIG/SARP) pour lancer les opérations de pompage des eaux d'extinctions. Selon l'exploitant, les opérations de pompage doivent se poursuivre au cours des jours suivants l'incendie.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet